

Sites des Sénateurs du groupe CRC-SPG

<http://www.michelbillout.fr/Carte-orange-pour-une-fusion-des-zones-5-6-7-et-8-tres-rapidement.html>

# **Carte orange : pour une fusion des zones 5, 6, 7 et 8 très rapidement**

- Activité des sénateurs - Les communiqués de presse -



Date de mise en ligne : jeudi 19 octobre 2006

---

**Sénateurs du groupe CRC-SPG**

---

Les élus du groupe communiste, alternative citoyenne, républicain du Conseil régional d'Ile-de-France vont proposer au prochain budget du Syndicat des transports d'ile de France (STIF) une fusion des zones 5 à 8 de la carte orange. Le 25 octobre, ils viendront présenter à la presse leurs mesures à Nangis en compagnie de Michel Billout, qui a présenté des amendements en décembre dernier pour dégager de nouvelles recettes pour les transports, et réaliser le financement d'une zone unique de tarification pour toute l'Ile-de-France.

La réduction du nombre de zones de carte orange a été au coeur de la campagne des élections régionales. Les deux listes de gauche s'étaient engagées pour cela, l'une dans la perspective d'une zone unique (Gauche Populaire et Citoyenne, têtes de listes Marie-George Buffet et Claire Villiers), l'autre pour un système à deux zones (PS-Verts, Jean-Paul Huchon).

Le nouveau Syndicat des Transports d'Ile-de-France (STIF) est en place depuis début 2006.

Des actes concrets ont déjà été effectués pour la gratuité des plus démunis. Il faut maintenant que les promesses soient tenues pour la réduction du nombre de zones.

**Le budget 2007 du STIF sera voté le 13 décembre.** A la demande des élus du groupe CACR le document d'orientations budgétaires, présenté le 11 octobre dernier, a fait mention de la proposition de réduction du nombre de zones.

## Fusion des zones 5 à 8 : un coût de 20 millions d'euros par an

Les administrateurs du STIF CACR, Laurence Cohen et Jean Brafman, proposent concrètement la fusion des zones 5 à 8 de la carte orange dans une seule zone 5 avec des tarifs alignés sur les plus bas. Les habitants des zones 6, 7 et 8 sont les plus mal desservis et ils doivent acquitter des tarifs discriminatoires. Avec ce passage de 8 à 5 zones, 1,4 million de personnes profiteraient de tarifs beaucoup plus attractifs.

Cette fusion est une première phase réaliste, dans la perspective du passage à une zone unique pour un montant que le STIF peut tout à fait assumer (coût en année pleine de 20 millions d'Euros). Il ne s'agit en aucun cas d'encourager l'étalement urbain, mais d'offrir aux habitants des zones les plus éloignées du centre un accès aux transports collectifs à des tarifs moins élevés.

**C'est une mesure d'égalité géographique indispensable.** Les habitants des zones 6, 7 et 8, soit 1,4 million de personnes pourront bénéficier de tarifs plus accessibles. Un enjeu essentiel pour les Yvelines, l'Essonne et surtout la Seine-et-Marne où comme à Nangis la plupart des habitants doivent acquitter des tarifs plus élevés.

Pour la ligne Paris-Provins, le STIF vient de faire un effort majeur en commandant du nouveau matériel de qualité. Les voyageurs vont pouvoir être transportés dans des conditions correctes. Il faut maintenant qu'ils le soient à un coût acceptable pour tous.

## **Zone unique : les nouveaux financements refusés par l'UMP**

Pour aller vers une zone unique, il faut plus de **500 millions d'Euros par an**. A cette échelle, de nouveaux financements pour les transports collectifs en Ile-de-France sont indispensables.

**Michel Billout a défendu pour cela deux amendements au Sénat en décembre dernier lors du débat sur le volet transport du projet de loi de finances 2006**. L'un pour débloquer le versement transport des entreprises, l'autre pour que le Fonds d'Aménagement de la Région Ile-de-France revienne à la Région.

Ces deux amendements ont été repoussés sans débat par le gouvernement. Ironie du sort, c'est le ministre **Jean-François Copé qui a exprimé la position négative du gouvernement**. Or c'est le même Ministre qui proposait la mise en place d'une zone unique lors de la dernière campagne des régionales. Ce double langage et cette démagogie des élus UMP doivent cesser. Il faut de nouveaux financements le plus vite possible.